Periscoop
Soirperiscoop@yahoo.fr
Mercredi 28 juin 2017 - Page 2

DIGOUTAGE
Par Arris Touffan

Retardataires

Dans le jargon journalistique, on appelle ça une cacophonie gouvernementale. Mais vu les positions respectives de l'un et de l'autre, c'est plutôt un désaveu. Que Mme Benghabrit trouve que l'exclusion des retardataires du bac est justifiée pour se voir désavouer par le Premier ministre en personne qui offre une deuxième session, n'est-ce pas un désaccord au sens musical du terme ? C'est encore plus conséquent de savoir que l'instruction vient du Président lui-même. Ça veut dire quoi, tout ça ? Le but est-il de faire passer Mme Benghabrit pour la méchante et le président de la République pour l'arbitre bienveillant ?

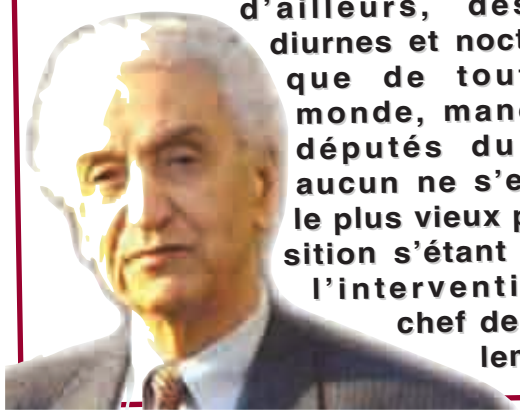
On a vraiment tendance à le croire. Car je ne vois pas d'autres pays où on organise une session de rattrapage pour des candidats qui ne sont pas arrivés à l'heure pour les examens.

A. T.
digoutagesoir@yahoo.fr

Pétition pour la mémoire

«Pour la mémoire, le nom de la clinique Larribère doit être officialisé.» C'est ainsi que commence la pétition qui circule actuellement pour défendre la mémoire de cette famille anticoloniale et qui s'est battue pour l'indépendance de l'Algérie. Il y a quelques jours, certains ont voulu donner un autre nom à cette clinique située à Oran.

«L'abstention» du FFS



Ils étaient 293 députés à intervenir lors des débats autour du plan d'action du gouvernement. Ce qui a nécessité, d'ailleurs, des séances diurnes et nocturnes. Sauf que de tout ce beau monde, manquaient les députés du FFS dont aucun ne s'est exprimé, le plus vieux parti d'opposition s'étant contenté de l'intervention de son chef de groupe parlementaire.

Les martyrs du MTLD

Le 6 juillet prochain, à la place de la Nation, la mairie de Paris organisera une rencontre autour du documentaire réalisé par Daniel Kupferstein consacré aux martyrs du 14 juillet 1953. Au nombre de six, ces martyrs appartenaient au MTLD et à cette date, ils faisaient partie des Algériens qui se sont rassemblés pour réclamer l'indépendance du pays. Rappelons que Moh Clichy a été invité pour participer à ce rassemblement du 6 juillet prochain.

Un jour, un sondage

Pensez-vous que l'Etat devrait interdire les circoncisions collectives, organisées en dehors des centres hospitaliers ?

☐ OUI ☐ NON ☐ Sans opinion

Pensez-vous que l'Etat a bien fait de donner une seconde chance aux retardataires du bac ?

Résultat sondage

OUI :	NON	S. OPINION :
42,4%	55,7%	1,9%

Le dessin de Karim

SOIT DIT EN PASSANT

Lutter contre la corruption ?

Par Malika Boussouf
malikaboussouf@yahoo.fr

Il est des jours comme ça où lorsque vous apprenez, à quelques heures de la manifestation prévue pour l'occasion, que la Journée mondiale de lutte contre la corruption ne sera célébrée ni par les autorités ni par la société civile qui, par ailleurs, ne sera pas autorisée à débattre de ce mal qui ronge pourtant, pas seulement l'Algérie, mais la planète tout entière, vous vous interrogez sur les réticences à évoquer le fléau. Dans la foulée, vous vous demandez à quoi tient la frilosité des pouvoirs publics, puisque c'est à eux que revient la décision de libérer la parole ou de l'interdire, à en évoquer les effets sur la conduite des affaires du pays et sur la mentalité qui fait autorité et se développe dans son sillage. Un raisonnement qui tient de plus en plus lieu de modèle de conduite absolu dans une société fragilisée par un comportement maffieux dont on ignore par qui il nous a été enseigné. Il semble que l'ampleur du phénomène n'ait pas encore atteint ses limites.

Il n'y a pas que notre pays qui en soit victime mais tous les espaces de la planète, à des degrés divers, selon que le régime soit sévère ou démocratique. Quel est donc l'intérêt de ratifier une convention quand on sait que l'on en méprisera le contenu ?

Au regard de toutes ces affaires qui sont déballées quasi quotidiennement, on comprend mieux pourquoi l'on n'avait pas autorisé la célébration en question. Même s'il y a des décennies que l'on parle de la corruption comme d'une culture nationale, lorsque l'on vous livre quelques preuves qui attestent du fait que cette dernière s'opère à grande échelle, la raison se remet presque à vous faire défaut. Avec tous ces dossiers qui surgissent, pas spontanément du tout , on comprend que certains rentiers du système, dont on semble décidé à décortiquer les faits et gestes, n'ont eu que cela à faire. Gérer leurs propos affaires.

C'est là que l'on se dit que certaines grosses pointures devraient avoir la décence de ne jamais évoquer une moralisation de la vie publique. Surtout lorsque c'est sous leur règne et sur leurs instructions que des cadres compétents ont été injustement jetés en prison.

M. B.